



SECTION SYNDICALE
INFORMATIQUE-PARAY
TEL/FAX 01 41 75 39 83



Le 03 juillet 2009

Lettre ouverte à l'Union Départementale de Paris

Expulsion des sans papiers de la Bourse du travail

NON A LA VIOLENCE

Quels que soient les différends plus ou moins justifiés : erreur quant au lieu de l'occupation, installation dans la Bourse du travail depuis 14 mois (Bourse du travail qui, entre parenthèse, n'appartient pas aux syndicats), gêne occasionnée par l'installation de familles, différends entre organisations sur les méthodes les plus efficaces afin d'obtenir la régularisation des sans papiers, bref tout ce que nous avons lu dans votre déclaration **ne justifiera jamais que des militants de la CGT puissent évacuer par la force, en utilisant des méthodes répréhensibles, des hommes, des femmes, des enfants dont le seul tort est d'être nés du mauvais côté de la planète** et laisser ces familles dans la rue, au moment où le Gouvernement se targue de faire du chiffre pour les reconduites aux frontières.

En outre, ces familles en désespoir, peuvent-elles être tenues pour responsables de l'attitude de dirigeants ou d'éventuelles erreurs de collectifs qui les soutiennent, y compris de certains de la CGT ? De la même manière tous les militants de la CGT doivent-ils être tenus pour responsables de l'attitude du commando de ce mercredi 24 juin à l'annexe Eugène Varlin de la Bourse du Travail ?

NON, ET NOUS CONDAMNONS CETTE VIOLENCE INJUSTIFIABLE.

On ne peut pas dénoncer des méthodes et utiliser les mêmes

Nous soutenons **TOUS les travailleurs** et soutiendrons aussi toutes les luttes des sans papiers dont certains, il faut le rappeler, sont en France depuis des années, y travaillent, cotisent à l'URSSAF, paient des impôts, et dont certains de leurs grand-parents se sont battus pour la France. Le 48^e Congrès de la CGT s'est prononcé pour la régularisation de **TOUS LES SANS PAPIERS** et nous soutenons cette décision.

LA SOLIDARITE NE S'ARRETE PAS LA OU COMMENCE LA CRISE !

Le Gouvernement fait son « choix » dans la misère du monde puisqu'il œuvre pour une immigration choisie et le patronat, dans sa grande majorité, exploite cette main-d'œuvre sans droits. La politique du Gouvernement se tourne résolument vers la répression vis-à-vis du monde du travail dans son ensemble, **aussi, quelles que soient les origines des travailleurs, l'heure est à la solidarité active et aux luttes rassemblées.**